



L'intersyndicale de l'Office Français de la Biodiversité

A l'attention de
Monsieur François Bayrou
Premier Ministre
Hôtel de Matignon

Vincennes le 04 février 2025,

Monsieur le premier Ministre,

Les personnels de l'Office Français de la Biodiversité connaissent depuis plus d'une année des attaques constantes orchestrées par plusieurs syndicats agricoles. Vos propos à l'encontre des agents de notre établissement, lors de votre discours de politique générale, ont eu l'effet de cautionner et d'augmenter le nombre d'attaques sur nos implantations.

En réaction, et afin de protéger les personnels, l'intersyndicale a lancé un mot d'ordre et un préavis de grève vous demandant, pour rappel, les points suivants :

- De transmettre à tous les agents une lettre exprimant votre soutien ferme, et annulant vos propos lors de votre discours de politique générale du 14 janvier 2025,
- De réviser le Projet de Loi de Finances 2025, en annulant la baisse prévue de 25 ETP, et de consolider et sanctuariser les effectifs de l'OFB, et en annulant la baisse drastique du budget de l'OFB,
- De protéger désormais les implantations et personnels de l'OFB contre toute agression ou attaque, quel que soit le syndicat qui en est à l'initiative,
- D'annuler le point 3 de la circulaire commune MASAF/MTECP concernant le port discret "Inside" de l'arme, qui est une inégalité de traitement des citoyens et qui est inapplicable en pratique,
- De démarrer avant le 31 mars 2025 le chantier de mise en place du service actif pour les Inspecteurs de l'Environnement,
- De démarrer avant le 31 mars 2025 le chantier d'amélioration du Quasi Statut de l'Environnement.

Depuis la réunion du 24 janvier entre l'intersyndicale et votre cabinet, aucune de nos revendications n'a été satisfaite. Vous ne pouvez ignorer que les agents de l'Office Français de la Biodiversité ont répondu massivement à l'appel de l'intersyndicale lors de la journée de grève du 31 janvier, vous démontrant s'il en était encore besoin l'urgence d'apporter des réponses à nos demandes.

Le contexte s'est de plus aggravé avec les menaces du secrétaire général de la Coordination Rurale appelant à brûler les véhicules des agents, le 21 janvier dernier.

Au vu de la situation, l'intersyndicale a donc décidé de poursuivre ses actions et jugera de la nécessité de faire de nouveaux préavis de grève. Nous attendons donc une réponse immédiate et circonstanciée de votre part.